



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale des territoires

Service Environnement
Eau – Préservation des Ressources
Cellule procédures environnementales

AP n° 2017-MD-42-IC
MCM

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL de MISE EN DEMEURE

Le Préfet de la Marne

- Vu le Code de l'environnement ;
 - Vu l'arrêté préfectoral n° 97-A-57-IC en date du 9 août 1997 autorisant la société HEROGUELLE à exploiter ses installations sises à Saint-Brice-Courcelles ;
 - Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 avril 2017, faisant état du résultat de la visite d'inspection du 16 décembre 2016 ;
 - Vu l'arrêté préfectoral n° DS 2017-009 en date du 1^{er} mars 2017 portant délégation de signature à Monsieur Denis GAUDIN, secrétaire général de la préfecture de la Marne.
- Considérant que lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2016, l'inspection des installations classées a constaté une non-conformité des cheminées aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter ;
- Considérant que le contrôle des émissions atmosphériques présente des valeurs de vitesse des fumées inférieures au seuil minimum autorisé ;
- Considérant que l'exploitant n'a pas transmis de réponse aux constats formulés par l'inspection des installations classées.

SUR proposition du directeur départemental des territoires de la Marne ;

ARRETE

Article 1er

La société HEROGUELLE, dont le siège social est situé 9, Rue de la Neuville à Saint-Brice-Courcelles, est mise en demeure de mettre les cheminées de ses fours en conformité aux dispositions de l'article 2.4.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 août 1997, sous trois mois.

Cette mise en conformité doit notamment permettre de respecter les règles de prélèvement pour analyse, les règles d'ascension et les valeurs minimales de vitesse d'éjection des fumées prévues à l'article 2.4.2 dudit arrêté préfectoral.

Article 2 – Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, si, à l'expiration des délais fixés pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

- obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser,
- faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;
- suspendre par arrêté le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires.

Article 3 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 – Notification

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, monsieur le directeur départemental des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la sous-préfecture de Reims, à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction du service interministériel de défense et de la protection civile, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Saint-Brice-Courcelles qui en donnera communication au conseil municipal.

Notification en sera faite sous pli recommandé à la société HEROGUELLE, 9, Rue de la Neuville à Saint-Brice-Courcelles (51370).

Monsieur le Maire de Saint-Brice-Courcelles procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Châlons-en-Champagne, le 28 AVR. 2017

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Denis GAUDIN

En application de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.